

conférence

C 77/LIM/3
Novembre 1977

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE ROME

F

Dix-neuvième session

Rome, 12 novembre - 1er décembre 1977

DIXIEME CONFERENCE BIENNALE A LA MEMOIRE DE FRANK L. MCDUGALL

prononcée par

Son Excellence Monsieur Andrew Young
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire et
Représentant permanent des Etats-Unis auprès des Nations Unies

Rome, 14 novembre 1977

Je suis très honoré d'avoir été invité à prononcer cette dixième conférence à la mémoire de Frank L. McDougall, cet Australien qui fit tant pour créer la FAO, cet admirable prolongement des Nations Unies dans le domaine de l'agriculture. Je n'ai pas eu le privilège de le connaître mais je sais que ce qui caractérisait le mieux Frank McDougall c'était l'inspiration, l'imagination et la détermination. On me dit souvent que notre planète est désespérément à court de personnalités de la trempe de McDougall, mais je ne saurais accepter cette opinion. Bien d'autres, partout dans le monde, partagent les vues et les aspirations de ce noble Australien et j'espère avec ferveur qu'ils ont aussi sa détermination.

Vous tous, ministres, membres du Secrétariat, représentants d'autres institutions, le mieux que vous puissiez faire pour commémorer le souvenir de Frank McDougall, c'est de stimuler chez vos collègues une réflexion conduisant à de nouvelles approches, de n'accepter que le mieux en tout, de veiller à ce que tous nos actes, tous nos propos, dans ce domaine si critique qu'est l'agriculture, s'inspirent du souci fondamental de la dignité de l'homme et des droits qui lui ont été donnés par le créateur.

La civilisation américaine a de profondes racines dans l'agriculture. Notre grandeur, nos échecs, nos joies et nos tourments proviennent, dans une large mesure, de cet enracinement. Thomas Jefferson était un démocrate, un humaniste et un fermier. Le rôle qu'il a joué dans la naissance de notre pays et dans l'élaboration de la Déclaration des droits de l'homme découle de sa formation et de sa philosophie agraires. Les fermiers américains ont joué un rôle capital dans l'extension de nos frontières vers l'ouest. Leur détermination, leur courage et leur individualisme trouvent leur source dans leur intimité avec la terre et l'amour qu'ils lui portent. Si l'Amérique tient tellement aux droits de l'homme et aux libertés individuelles, on le doit pour une grande part à ces pionniers de l'agriculture.

Notre développement économique d'hier et notre prospérité d'aujourd'hui se fondent dans une grande mesure sur la richesse de notre agriculture. Même si seule une fraction minime de notre population active reste attachée à la terre, sans l'agriculture, une bonne partie de notre capacité de production industrielle et de notre potentiel d'exportation n'existerait pas.

C'est une grande chance pour nous que le Président des Etats-Unis soit un paysan. Son exploitation n'était pas gérée en société, c'était une exploitation familiale. Il s'est sali les mains, il a pataugé dans l'argile rouge de l'Etat de Géorgie. Bob Bergland, notre Secrétaire à l'agriculture, est lui aussi un paysan. Pas un agronome, pas un bureaucrate ou un industriel de l'agriculture, mais un paysan élu par d'autres paysans pour les représenter au Congrès des Etats-Unis, puis désigné comme Secrétaire à l'agriculture par le Président. Une bonne partie des espoirs que je place dans cette Organisation, dans les relations que nous entretenons avec elle et dans notre décision d'en finir avec la faim dans le monde est due à la foi que j'ai dans le type d'hommes qui conduit notre nation.

Grâce à notre histoire et à notre philosophie, à nos chefs et à notre peuple, les Etats-Unis se posent en solides défenseurs du développement agricole. Nous croyons que la coopération internationale est nécessaire si l'on veut que les problèmes qui se posent au monde en matière d'alimentation, de nutrition et d'agriculture soient un jour résolus.

Mais nous savons parfaitement aussi que de grandes erreurs peuvent être commises dans ce secteur. Je viens du sud des Etats-Unis et c'est pourquoi je sais trop bien hélas que l'organisation de l'agriculture peut être un instrument de répression et de servitude humaine. L'agriculture de type colonial qui prédominait dans notre sud se fondait sur la main-d'oeuvre à bon marché fournie par les esclaves. Même après la guerre civile, de nombreux éléments de ce système ont subsisté. La haine de la terre reste chez nous un facteur d'asservissement, et mon peuple, ayant divorcé de la terre, se trouve maintenant réduit à un nouveau type d'esclavage dans l'Amérique des villes.

L'industrialisation a transformé le sud, sa main-d'oeuvre, ses structures économiques et son organisation sociale. L'industrialisation a attiré les paysans pauvres - noirs et blancs - loin de la terre à laquelle ils pouvaient à peine arracher de quoi vivre. L'industrialisation a créé une demande de main-d'oeuvre qualifiée et instruite. Les noirs de notre sud ne pouvaient plus être tenus dans l'oppression pour alimenter les profits des propriétaires fonciers absents. Il fallait les éduquer, les former et les rendre fiers de participer au processus d'industrialisation.

L'expérience que nous avons connue dans le sud des Etats-Unis a été une leçon. Le développement agricole ne peut réussir à longue échéance que si le régime foncier et l'organisation sociale qui soutiennent la production et la distribution des produits agricoles sont justes et équitables.

Nous devons considérer d'un oeil nouveau les problèmes de la terre et les besoins de ceux qui la travaillent. Les cultivateurs ont besoin d'être motivés pour accomplir leur tâche. Leur travail doit payer. Leur vie doit être supportable. Si l'on veut que les gens soient attirés par la vie rurale, il faut que nos dirigeants adoptent des politiques qui rendent les campagnes attrayantes et en fassent un environnement satisfaisant à tous égards. Le public peut faire pression dans ce sens. Beaucoup d'Américains pensent maintenant que le meilleur moyen pour eux d'influencer la politique nationale est d'agir sur leur voisinage immédiat. D'autres retournent à la terre, en quête d'un meilleur mode de vie.

Notre expérience nous enseigne également que beaucoup de nos problèmes urbains ont leur origine dans les campagnes ; par exemple, quand les autorités négligent l'agriculture au point que les gens abandonnent la terre et partent vers les villes dans l'espoir d'y vivre mieux. Et pourtant, on ne vit pas toujours mieux en ville.

Le ravitaillement est, et a toujours été, un souci politique primordial dans mon pays et j'ai idée qu'il en a été et qu'il en est de même dans les vôtres. Combien de fois les dirigeants politiques n'auraient-ils pas fait mieux de remplir les greniers plutôt que les arsenaux pour prévenir la violence et les bouleversements.

Sur le plan international, les ressources alimentaires et la faim sont maintenant des arguments majeurs dans ce que nous appelons le dialogue nord-sud. Jadis, monarques, présidents, premiers ministres et généraux s'élevaient ou tombaient selon les fluctuations des prix des denrées de base. La faim ne connaît pas de patrie ; elle viole les frontières, chasse des peuples entiers, détourne de leur devoir les meilleurs citoyens. On dit que la faim est le problème des pauvres, mais les pauvres, quand ils ont faim, peuvent, dans leur colère et leur frustration, abattre les riches et les puissants.

Manger est un droit. C'est un droit politique. Nous devons garantir ce droit, ou nous démettre. Beaucoup d'entre nous ont commencé leur carrière avec une silhouette de mannequin et de bonnes intentions. Maintenant, nous sommes des privilégiés et les tables de nos banquets diplomatiques croulent sous les victuailles. Nous devons donc rester sur nos gardes : la faim et la malnutrition existent, dans mon propre pays et en d'autres lieux ; elles peuvent être sur nous en un rien de temps.

J'ai grandi dans la tradition des luttes menées au nom du peuple pour les droits civils. Dans le mouvement pour les droits civils aux Etats-Unis, nous demandions : "A quoi bon avoir le droit de manger dans un restaurant intégré, si nous n'avons pas de quoi régler l'addition ?" Nous savions que nous devions éliminer la ségrégation dans les lieux publics ; nous savions aussi que nous devions nous en prendre aux obstacles économiques qui s'opposent à l'exercice universel des droits de l'homme.

Peut-il y avoir un droit plus fondamental que le droit de manger ? C'est le préalable à tous les autres droits de l'homme car, privé de pain, l'homme n'a plus ni corps ni âme. La faim ne sape pas seulement la vitalité de l'homme, elle viole sa dignité.

Beaucoup d'entre nous vivent dans l'abondance, mais nous savons tous que la faim est partout. Au Sahel, en Afrique, encore maintenant les pluies et les récoltes sont incertaines et la situation devient chaque jour plus menaçante. Les Etats-Unis aussi ont connu de graves sécheresses dans l'ouest et le sud. Ailleurs, pris dans des bouleversements naturels ou politiques, les cultivateurs ne plantent pas. Si la plupart des greniers du monde débordent aujourd'hui, il peut ne pas en être de même demain. Au coeur même de l'abondance, la sécheresse et la famine sont toujours là. Les experts nous disent qu'on peut estimer à 500 millions le nombre des êtres humains qui n'ont pas assez à manger. Nous n'ignorons pas que de nombreux gouvernements sont aux abois et ne savent comment payer des importations alimentaires absolument nécessaires. C'est aujourd'hui, quand nous jouissons d'une relative

abondance, qu'il faut penser à garantir à l'humanité ses droits à l'alimentation. Il est temps de faire des stocks et de se prémunir contre des famines à venir.

Les secours alimentaires ont englouti des milliards ces dernières années ; mais ils sont un palliatif au jour le jour, sans effet à long terme. Le véritable objectif doit être la sécurité alimentaire totale. Notre devoir est d'organiser dès aujourd'hui la production et le commerce des céréales de manière à prévenir les pillages en temps de crise et à permettre aux gens de se tirer d'affaire par eux-mêmes.

La faim est essentiellement le problème des pauvres et des faibles. Les riches s'arrangent toujours pour avoir assez à manger. La nourriture n'est pas le seul problème des nomades du Sahel, des miséreux qui dorment dans les rues surpeuplées de Calcutta, ou des affamés de Haïti. La pauvreté entraîne un ensemble de privations, dont la faim n'est qu'un aspect. Mais de tous les maux qui affligent cette planète, la faim est sûrement le premier à combattre.

Nos ancêtres étaient beaucoup plus que nous à la merci des phénomènes naturels qui menacent la production alimentaire - sécheresses, pestilences, inondations et maladies. Nous possédons de nombreuses techniques pour résoudre les problèmes de la faim et de la malnutrition dans le monde. De nos jours, la faim n'est pas nécessairement inévitable. Avant la fin du siècle, le monde pourra produire suffisamment de nourriture pour tous grâce au capital technique accumulé au cours des temps depuis l'invention de la charrue. La production n'est toutefois qu'un aspect du problème. L'autre, c'est la distribution. Qui produira davantage et pour qui ? Pourquoi les produits alimentaires sont-ils distribués de façon aussi inégale ?

Quand nous nous attaquons au problème de la faim et de la pauvreté, nous devons penser tout spécialement aux ruraux défavorisés. Il existe un moyen de les aider : les rendre moins dépendants. Trop de paysans incapables de payer des denrées d'importation exploitent des terres marginales, dans des environnements fragiles. Pour toutes sortes de raisons, ils ne produisent pas suffisamment d'aliments, n'ont pas assez d'eau, ne plantent pas assez. Nos amis chinois disent "il est bien de donner un poisson à un affamé. Il est encore mieux de l'aider à pêcher."

La survie individuelle n'est qu'une partie du problème. En matière d'alimentation, l'interdépendance est la règle. Notre tâche commune - organiser cette interdépendance dans l'équité - est inachevée. Beaucoup se sentent découragés, voire révoltés par les fluctuations des prix mondiaux des denrées alimentaires, par les insuffisances du système actuel de réserves céréalières et la difficulté à y remédier, par les caprices du marché, par le manque de capitaux à investir. Même le niveau minimum fixé pour les réserves alimentaires mondiales d'urgence est considéré par beaucoup comme très insuffisant. Les nations pauvres attendent un effort sincère des nations riches.

Pour nourrir les pauvres, il faut dans les pays relancer les réformes agraires. De durs choix politiques s'imposent. Finissons-en avec ces politiques foncières qui aboutissent à une distribution injuste des fruits de la terre et à une production inefficace avec ces facilités de crédit qui profitent aux cultivateurs riches et laissent de côté les petits et moyens exploitants, avec ces politiques de prix qui privent les cultivateurs moins riches d'une rémunération équitable ou les imposent à outrance, avec ces politiques de distribution qui entravent la libre circulation de denrées alimentaires vitales des zones d'abondance vers les zones déficitaires, même en temps de famine ; enfin, avec ces politiques démographiques qui refusent au couple le droit de décider du nombre et de l'espacement des naissances.

De toute évidence, chaque nation doit veiller à suivre scrupuleusement des politiques garantissant aux pauvres le droit à l'alimentation. Néanmoins, la communauté des nations doit collectivement chercher à créer un climat international meilleur qui permette de rationaliser la production et la distribution et d'éliminer la faim et la pauvreté. Pour cela, il faut : transférer plus de ressources et mieux les utiliser pour combattre la faim et la malnutrition ; accélérer le transfert de technologie et de savoir-faire, en les adaptant soigneusement aux circonstances locales ; corriger, sur le marché international des denrées alimentaires, les cycles de pénurie et d'abondance, les disparités entre les prix exorbitants qui affament les pauvres et les prix dérisoires qui ruinent les cultivateurs et leur ferment l'accès au crédit.

Les nations riches sont loin d'avoir fait tout ce qu'elles pouvaient pour aider leurs voisins plus pauvres par des transferts de ressources et une assistance technique. Les gouvernements dépendent de l'appui de leurs électeurs qui souvent ignorent les problèmes des autres pays ou ne s'en soucient pas. Les impôts sont toujours trop élevés et l'idée qu'ils servent à financer des projets lointains dont les avantages sont tout au plus indirects ne soulève guère d'enthousiasme. L'écologie, c'est bon pour les autres, mais s'il faut changer de style et de mode de vie, c'est une autre affaire. Il y a encore trop de protectionnisme, trop de productions inefficaces subventionnées, trop de pratiques commerciales déloyales. Pourtant, si l'on veut corriger la pauvreté en général et la mauvaise distribution des richesses du monde, il faut que nous ayons le courage et la sagesse d'accepter des changements non parce qu'ils sont faciles à réaliser mais parce que nous reconnaissons leur bien-fondé.

Les pays producteurs et exportateurs de produits alimentaires ont une obligation bien précise - aider à rationaliser et régulariser le marché, utiliser à bon escient leur abondance pour le bien de la communauté internationale, contribuer à un système international efficace de réserves alimentaires, enfin diffuser leurs techniques de production afin de renforcer la sécurité alimentaire de tous.

Quoi que puissent faire les nations exportatrices de produits agricoles, indépendance et liberté resteront des notions vides de sens en l'absence d'un programme complet de développement rural. Notre tâche n'est pas simplement de nourrir les affamés mais aussi de les associer à la production. La dépendance alimentaire ne fait qu'exaspérer des problèmes - exode rural, chômage, inégalité des revenus - qui, d'une manière ou d'une autre affligent toutes les nations du globe. Le développement rural peut à la fois résoudre le problème alimentaire et donner à nos pays un système d'expansion plus stable.

Au cours de la présente décennie, les plans de développement de nombreux pays ont subi le rude contre-coup de la hausse des prix du pétrole. Beaucoup de peuples ont connu la faim. Nous avons trop pensé au pétrole et pas assez à l'agriculture. Convenablement traitée, la terre est un potentiel inépuisable et non une ressource limitée comme le pétrole. Grâce au renouveau saisonnier, la terre peut nous mettre à l'abri du spectre de la faim. C'est à nous, la communauté internationale, d'adopter un comportement responsable et d'utiliser nos ressources au mieux pour le bien de tous.

On appelle Rome, la Ville éternelle. C'est aussi celle dont nous tirons notre inspiration. Depuis 1945, l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture, ici à Rome, joue un rôle capital pour la coopération internationale dans le domaine de l'agriculture. Elle mérite notre soutien et notre vigilance. C'est notre organisation et nous devons en faire un outil toujours plus efficace. Le Programme alimentaire mondial FAO/ONU joue un rôle sans cesse plus important dans l'acheminement de l'aide alimentaire. La notion d'aide alimentaire en échange de travail, dont le PAM s'est fait le pionnier, peut être élargie dans un sens toujours plus utile au développement.

Cependant, si l'on veut faire de la production alimentaire un facteur de développement, dans une stratégie du progrès rural fondé sur l'agriculture, il faut que l'ensemble des institutions internationales de développement s'y intéresse.

Dans la plupart des pays en développement, les réseaux routiers et l'infrastructure relèvent d'un système d'exploitation coloniale. Ils n'ont pas été conçus pour favoriser le progrès des populations. Ils contribuent aujourd'hui encore à leur asservissement. Si l'on veut renverser ce système, il faut harmoniser tous les apports: routes secondaires construites avec l'aide du PNUD, crédits financés par le FIDA et la Banque mondiale, engrais, irrigation, industries rurales.

Les servitudes bureaucratiques peuvent aussi tuer le développement. Procédures et privilèges nous paralysent parfois à tel point que nous n'arrivons pas à acheminer les ressources jusqu'à ceux qui en ont si désespérément besoin. Il y a un équilibre délicat à trouver entre la coordination administrative et l'initiative créatrice. La principale raison pour laquelle, je pense, j'ai été invité à prononcer cette conférence est que le Directeur général et moi-même sommes l'un et l'autre également sensibilisés par ce problème et que nous sommes tous deux prêts

à rompre des lances pour secouer la léthargie bureaucratique et faire avancer les choses. Chaque pays dans le monde livre contre la bureaucratie un combat désespéré. A l'est, à l'ouest, au nord, au sud, chaque peuple s'aperçoit qu'il n'a de pire ennemi que lui-même.

Un expédient que permet à la créativité de triompher de la bureaucratie est l'utilisation des volontaires. Aider les nations dont l'agriculture est peu avancée en mettant des volontaires nationaux, régionaux, voire internationaux au service de la production alimentaire me paraît une excellente idée. Il s'agirait d'intégrer ce que le concept de service volontaire a de plus valable avec ce qu'on a trouvé de mieux pour promouvoir une production agricole efficace et peu coûteuse et la coopération technique entre pays en développement. La technicité est aussi importante que le volontariat, et pour en tirer le meilleur parti il faudrait mettre l'accent à la fois sur le progrès humain et sur le progrès technique.

Les volontaires ont de nombreux atouts: ils sont dévoués, ils ne forment pas une nouvelle bureaucratie car ils sont temporaires; mais pour être efficaces, ils doivent être bien préparés.

En ce qui concerne les services techniques, nous disposons dans le système des Nations Unies même d'un acquis considérable. En outre, étant donné que l'objectif est l'autosuffisance plutôt que l'exportation, les innovations au niveau du village doivent être économiques.

Un tel corps de volontaires pourrait être utile là où les techniques mécanisées sont exclues en raison de leur coût. Même si l'on dispose de crédits, la mécanisation a ses limites, surtout dans les environnements fragiles où vivent les populations les plus menacées par la famine. Là, des modifications mêmes minimes du climat ou de l'utilisation des terres peuvent provoquer des catastrophes. Une intervention mécanisée massive peut même entraîner d'énormes gaspillages, comme ce fut le cas du programme tristement célèbre de production d'arachide en Tanzanie, avant l'indépendance.

Ces volontaires nationaux, régionaux et internationaux au service de l'alimentation devraient travailler au ras du sol, luttant contre la surexploitation ou la mauvaise utilisation des terres, le choix de variétés végétales ou animales mal adaptées, l'érosion, l'écobuage, le manque d'eau et le déboisement. Certains pourraient se consacrer plus spécialement aux femmes rurales, qui assurent au moins la moitié de la production alimentaire de subsistance dans le Tiers Monde. Les volontaires devront connaître non seulement les différentes techniques de production agricole, mais aussi les différentes sociétés auxquelles ils auront à faire. Le développement agricole au niveau du village requiert une extrême sensibilité aux relations sociales locales.

Le travail de la terre demande du temps et de la persévérance. Il est important, à mesure que les volontaires étrangers se retirent et que les nationaux prennent la relève, de maintenir des services d'appui technique pendant quelques années. Trop souvent, des opérations au niveau des villages n'ont pas laissé de traces faute de soutien technique pendant une période de transition suffisante. Les volontaires de l'alimentation devraient prendre en charge certaines tâches liées au plan national en dialoguant au besoin avec des donateurs de capital. Au départ, une formation collective, associant les volontaires internationaux, régionaux et nationaux pourrait renforcer les services nationaux d'agriculture, d'éducation, de recherche et de vulgarisation. Le plus grand nombre possible de volontaires étrangers devrait provenir de pays en développement.

Les volontaires devront être prêts à travailler de leurs bras, à pousser charrue ou brouette, à pomper l'eau. Toutefois, ils auront principalement pour tâche d'inciter les villageois à produire plus, à moins dépendre de l'extérieur et à s'intégrer dans un cycle sans cesse renouvelé d'éducation agricole pratique.

Ces volontaires seront un complément aux structures existantes dans le domaine du développement international. Pour toute organisation nouvelle, il faut élaborer collectivement un projet. C'est pourquoi, je me borne à faire une suggestion très générale, il faudra, bien entendu, que ce corps de volontaires s'intéresse au système international existant et tire parti des services nationaux.

Dans notre combat contre la faim et la malnutrition, l'idée d'un corps de volontaires de l'alimentation n'est qu'une étape. Qui ne se porterait pas volontaire pour une telle cause? Mais cette seule initiative ne saurait résoudre tous nos problèmes. Il n'existe pas une solution simple et unique au problème de la sécurité alimentaire. Si nous approfondissons cette idée, cela pourra relancer notre dialogue, nous donner la force de résoudre les conflits qui nous déchirent et nous aguerrir pour combattre la faim dans le monde.

J'ai eu cette année la chance de voyager dans divers pays de l'Afrique et des Caraïbes. En Jamaïque, j'ai rencontré des gens qui disaient "pourquoi un pays pauvre, qui possède de bonnes terres, doit-il importer des produits alimentaires?". En Guyane, j'ai été frappé par les villages coopératifs que j'ai visités et par les villes où les autorités distribuent des terres et encouragent les gens à les cultiver.

Les impressions les plus marquantes peut être ont été celles que j'ai reçues du Costa Rica et de la Côte-d'Ivoire. Ces deux pays ont des ressources minières extrêmement limitées, mais la mise en valeur de leurs terres a été la clé de tout leur développement industriel et de leur progrès social.

De nombreux problèmes, mais grâce à leur autosuffisance alimentaire, ces pays ont non seulement acquis les moyens d'exporter donc de gagner des devises - mais aussi conquis les bases d'une amélioration sociale et d'une liberté politique nouvelles. Ainsi, même dans l'adversité, les chômeurs des villes peuvent encore vivre de leur jardin.

Nos cultures diffèrent de maintes façons et nos points de vue s'opposent. Mais, pour citer Julius Nyerere, "les nations doivent avoir le courage de parler de ce qui les oppose tout en respectant rigoureusement des principes universels qui les unissent".

Pour vivre, l'homme a besoin de pain, (ou de riz ou de millet) et d'un régime équilibré en légumes verts, protéines, fruits et lait. Nous, nous visons un objectif plus ambitieux; il s'agit de créer un système alimentaire mondial, suffisamment intégré pour répondre à toutes les exigences de rénovation de l'agriculture, et capable en même temps de susciter une augmentation de la production alimentaire globale qui permette de nourrir tout le monde. Jamais encore dans l'histoire l'humanité n'a été si près d'atteindre ces objectifs - et jamais cela n'a été à tel point vital pour notre survie à tous. La sécurité alimentaire, ce n'est pas seulement du pain pour ceux qui ont faim, c'est aussi une certaine garantie de paix mondiale.

Les modes de coopération agricole et économique qui permettent d'établir un accord sur le sucre ou de mettre en place un fonds commun, favorisent aussi une interdépendance et une compréhension mutuelle qui atténuent les risques de famine, de guerre et de troubles civils. Le prophète a dit: "De leurs épées ils forgeront des socs, et de leurs lances des faucilles". Rien n'est plus urgent en effet. Ni les missiles, ni les bombardiers n'en font autant pour la sécurité d'un pays qu'une bonne récolte et des paysans bien nourris, instruits et productifs. Nos villes respirent l'angoisse et la colère, tandis que les campagnes appellent la paix et la prospérité.

Nous pourrons avoir l'avènement d'une ère nouvelle. Des étudiants américains ont commencé à dire que la faim doit avoir disparu de la face du monde d'ici 1985. Dans notre pays, c'est la puissance créatrice de la jeunesse qui a réussi à mettre en déroute le racisme et la discrimination dans les années soixante et à faire cesser notre participation à la guerre du Viet Nam dans les années soixante-dix. Sûrement, les jeunes du monde peuvent, avec notre aide, mettre un terme à la faim dans les années quatre-vingt.

Si ce rêve peut se réaliser, il n'est pas trop chimérique de croire qu'une véritable sécurité alimentaire pour les peuples et les nations de cette planète puisse être une réalité d'ici la fin du siècle.